

Le 18 juillet 2025

*Lettre envoyée par courriel*

**Objet : Soutenir la croissance et la compétitivité des PME à l'occasion de la rencontre du Conseil de la fédération**

Monsieur le Premier Ministre Carney,  
Mesdames les Premières Ministres,  
Messieurs les Premiers Ministres,

Comme vous le savez, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est un organisme sans but lucratif et non partisan qui représente les intérêts de 100 000 petites et moyennes entreprises (PME) de tout le pays. À l'approche de la prochaine rencontre du Conseil de la fédération tenue à Huntsville, nous vous invitons à mettre les priorités des PME au premier plan de vos échanges.

**Niveau de confiance des PME canadiennes**

Les PME canadiennes continuent de faire face à des vents contraires importants. Selon les données mensuelles du Baromètre des affaires<sup>MD</sup> de la FCEI, l'indice de confiance à long terme dans toutes les provinces se situe entre 40 et près de 60, ce qui indique un faible potentiel de croissance économique. La croissance et la productivité sont freinées principalement par l'insuffisance de la demande, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et le manque de fonds de roulement. Sur le plan des coûts, les impôts, le fardeau réglementaire, les assurances et les pressions salariales continuent de plomber lourdement les PME du pays.

Dans l'environnement économique incertain d'aujourd'hui, il est plus important que jamais que les gouvernements adoptent des politiques soutenant les PME, en particulier celles qui favorisent la concurrence, stimulent la productivité et renforcent la résilience à long terme.

**Stimuler les PME canadiennes dans un contexte d'incertitude croissante**

Les enjeux commerciaux du Canada avec la Chine et, surtout, avec les États-Unis s'ajoutent à la pression. La hausse des coûts, la baisse de la demande et l'incertitude permanente obligent de nombreuses PME à s'adapter, souvent sans le temps, les ressources ou le soutien dont elles ont besoin.

Depuis le mois de mars, de nombreuses PME tentent de s'adapter pour atténuer les risques de la guerre commerciale, notamment en se tournant vers les marchés au Canada (37 %) et en explorant les marchés ailleurs qu'aux États-Unis (25 %). Elles sont également confrontées à des décisions difficiles, comme augmenter leurs prix (43 %), absorber une partie ou la totalité des coûts supplémentaires découlant des

tarifs (31 %) et reporter leurs projets d'expansion (29 %), ce qui a un impact sur la rentabilité et la croissance des PME, ainsi que sur les personnes qu'elles emploient et qu'elles servent<sup>1</sup>.

Les PME n'ont souvent pas l'envergure et les réserves de capital des grandes entreprises pour faire face aux chocs financiers ou investir dans de nouvelles technologies. De surcroît, elles sont confrontées à des coûts élevés et à des exigences réglementaires qui réduisent leur compétitivité et leur productivité. En apportant des changements ciblés aux politiques en place, chaque gouvernement peut contribuer à alléger ces fardeaux et à favoriser des conditions de concurrence équitables afin de créer un environnement propice à la prospérité des PME et à l'épanouissement des travailleurs. En fait, si les gouvernements réduisaient le fardeau global des taxes/impôts et des frais, les propriétaires de PME déclarent qu'ils comptent augmenter la rémunération des employés (54 %), rembourser leurs dettes (52 %), développer leurs activités (51 %) et embaucher de nouveaux employés (38 %)<sup>2</sup>.

La FCEI recommande l'adoption de ces mesures concrètes :

- **Réduire le taux d'imposition des petites entreprises en visant un taux de 0 %, et relever le seuil à 700 000 \$, comme l'a fait la Nouvelle-Écosse.** Un taux d'imposition de 0 % offrirait un allègement essentiel aux petites entreprises, et le relèvement du seuil de revenu permettrait à un plus grand nombre d'entreprises en croissance d'en bénéficier. Cette flexibilité accrue permettrait de libérer des capitaux que les entreprises pourraient réinvestir dans leur personnel, la formation, l'équipement et leurs projets d'expansion.
- **Veiller à inclure les PME dans la planification et l'exécution des grands projets d'infrastructure.** Selon les résultats préliminaires du sondage *Votre voix* mené en juillet par la FCEI, 90 % des PME canadiennes conviennent que l'accélération de l'approbation des grands projets d'infrastructure contribuera à la croissance de l'économie canadienne, et 76 % croient que cela améliorera l'accès au transport et à la chaîne d'approvisionnement pour leur entreprise. Cependant, 90 % d'entre elles indiquent également que les intérêts des PME sont souvent sous-représentés ou exclus de la planification et de l'exécution des grands projets d'infrastructure. Nous demandons instamment à tous les gouvernements d'impliquer les PME dès le début et de communiquer clairement les plans afin qu'elles puissent s'adapter et planifier en conséquence. Une stratégie claire est tout aussi importante pour s'assurer que les PME canadiennes sont non seulement consultées, mais aussi activement incluses dans les grands projets d'infrastructure, ce qui leur permettra de participer pleinement aux occasions de croissance économique et d'en bénéficier.
- **Retourner rapidement aux PME touchées les sommes que le Canada perçoit de ses contre-tarifs et clarifier l'utilisation des fonds d'urgence tarifaires provinciaux.** Les PME ont subi le plus gros de l'impact de la guerre commerciale. Veiller à ce que les recettes tarifaires soient rapidement retournées aux entreprises leur apporterait un soulagement bien nécessaire et démontrerait l'engagement du Canada à soutenir les PME. De même, nous demandons instamment

---

<sup>1</sup> FCEI, résultats préliminaires du sondage *Votre voix* – en cours depuis le 10 juillet 2025, n = 1 330.

<sup>2</sup> Ibid

aux gouvernements provinciaux qui disposent de fonds d'urgence pour les entreprises de préciser quand et comment ces fonds seront versés.

### **Profiter de l'élan actuel visant à éliminer les obstacles au commerce intérieur**

Alors que de plus en plus de PME se tournent vers le marché intérieur et les fournisseurs canadiens, il est temps d'accélérer les efforts pour supprimer les barrières au commerce intérieur. Nous félicitons les gouvernements qui ont fait preuve de leadership dans ce dossier et apprécions les progrès annoncés lors de la récente réunion du Comité du commerce intérieur. Nous pensons notamment à la suppression ou la réduction par de nombreuses parties prenantes de leurs exceptions à l'ALEC, l'engagement à simplifier les processus d'accréditation et améliorer la mobilité de la main-d'œuvre ainsi que l'expansion du projet pilote de reconnaissance mutuelle dans le secteur du camionnage. Cela étant dit, la réunion n'a pas permis d'obtenir des résultats tangibles.

En particulier, nous sommes préoccupés par le recours croissant à des accords et à des protocoles d'entente disparates, qui s'étendent maintenant au modèle d'expédition d'alcool par vente directe au consommateur. Nous pourrions assister à la mise en place d'un système exigeant que chaque gouvernement provincial ou territorial négocie des accords individuels avec chacun de ses 9 homologues participants, ce qui pourrait donner lieu à plus de 80 accords distincts. Il s'agit d'une approche excessivement complexe et inefficace qui risque de freiner les progrès, et nous demandons à tous les gouvernements d'adopter une approche unilatérale de vente directe au consommateur, comme l'a fait le Manitoba.

La FCEI se réjouit de l'élan actuel en matière de commerce intérieur, mais il est tout aussi important que cet élan soit maintenu et se traduise par des mesures concrètes.

Nous vous remercions de votre leadership soutenu et d'avoir pris en compte les perspectives de la communauté des PME du Canada. Nous espérons que vous présenterez ces recommandations à l'occasion de ces réunions et que vous veillerez à ce que les PME restent au cœur des priorités économiques du Canada.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée.